



HWEHWEMUDUA

ISSN-L: 3080-1621

ISSN-P: 3080-1613

REVUE HWEHWEMUDUA

Revue des Lettres, Sciences Humaines et Sociales



Université Peleforo GON COULIBALY
UFR Sciences Sociales
Korhogo - Côte d'Ivoire

www.hwehwemudua.net



revue.hwehwemudua@gmail.com

REVUE DES LETTRES, SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

HWEHWEMUDUA



Vol.2, N°1, Février 2026

Site : <https://www.hwehwemudua.net>

Courriel : revue.hwehwemudua@gmail.com

Université Peleforo GON COULIBALY

UFR Sciences Sociales

BP 1328 Korhogo

LIGNE EDITORIALE

Essentielle pour le progrès de la société, les lettres, sciences humaines et sociales jouent un rôle fondamental. Elles permettent de comprendre le passé, d'entretenir la mémoire de l'humanité, de mieux comprendre l'humain dans la société, de développer la capacité d'analyse et de rédaction, d'enrichir les autres sciences et technologies par le questionnement de leurs impacts sociaux, culturels et environnementaux, de mieux anticiper l'avenir avec discernement et humanité, et de construire une société équilibrée. Quoi de mieux que des productions scientifiques pour la diffusion et la promotion des acquis de la recherche, des connaissances. C'est dans ce dynamisme que s'inscrit la revue ***Hwehwemudua***, qui se présente comme une lucarne d'expression, de diffusion et de promotion des résultats de recherche des universitaires.

Le choix du nom de la revue n'est pas anodin. *Hwehwemudua* qui peut être traduit par « bâton de mesure », dans la langue *twi*, est un symbole Adinkra issu de la culture akan. Il représente l'excellence, la persévérance et la qualité du travail. Il rappelle donc l'importance de l'effort et de la détermination pour atteindre l'excellence. Tout comme ce bâton, cette revue est un espace de partage, de diffusion de travaux rigoureusement menés par les universitaires qui y soumettent des manuscrits originaux.

Dans un contexte où les échanges interculturels et interdisciplinaires se font plus que jamais indispensables, la revue en papier et en ligne, ***Hwehwemudua*** qui est une revue pluridisciplinaire à parution trimestrielle, se positionne comme un vecteur de connaissances susceptibles de nourrir le débat, de stimuler l'innovation et de contribuer à l'enrichissement des sciences humaines et sociales, des lettres, langues et des civilisations.

Le Comité de rédaction espère que la lecture de cette revue vous inspirera autant qu'elle l'a animé lors de son élaboration. Que ces pages soient pour vous une invitation à explorer et à enrichir votre regard sur nos sociétés, en perpétuelles mutations.

Le Comité de rédaction

ISSN-L 3080-1621 // ISSN-P 3080-1613

COMITÉ ÉDITORIAL

Directeur scientifique :

KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur Titulaire d'Archéologie, Université Polytechnique de San-Pedro, Côte d'Ivoire

Directeur de publication :

KOUAKOU N'dri Laurent, Maître de Conférences d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

Rédacteur en Chef :

N'GORAN Kouadio Adolphe, Maître-Assistant d'Histoire, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

Secrétaire d'édition :

KOUAME N'founoum Parfait Sidoine, Maître-Assistant d'Histoire, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

Secrétaire adjoint d'édition :

KOFFI Amani, Assistant d'Histoire, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

Trésorier :

ATCHIE Amon Guy Serge, Maître-Assistant d'Histoire, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

Webmaster :

KOUAKOU Kouadio Sanguen

COMITÉ SCIENTIFIQUE

ALLOKO N'guessan Jérôme, Directeur de recherches de Géographie, Université Felix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire.

ALLOU Kouamé René, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

ASSANVO Amoikon Dyhie, Maître de Conférences de Linguistique, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

BAHA Bi Youzan Daniel, Professeur Titulaire de Sociologie, Université Felix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

BAMBA Mamadou, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire

BATCHANA Essohanam, Professeur Titulaire d'Histoire, Université de Lomé, Togo

BEKOIN Raphael Tanoh, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire.

BIRBA Noaga, Maître de Conférences d'Archéologie, Université Norbert Zongo, Burkina-Faso

BROU Cho Julie Eunice, Maître de Conférences d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

FAYE Ousseynou, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Cheick Anta Diop, Sénégal

GAYIBOR Théodore Nicoué Lodjou, Professeur Titulaire d'Histoire, Université de Lomé, Togo

GOLE Koffi Antoine, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches d'Histoire, Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST), Burkina-Faso

KOFFIE-BIKPO Céline, Professeur Titulaire de Géographie, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

KONE Issiaka, Professeur Titulaire de Sociologie, Université Jean Lorougnon Guédé, Côte d'Ivoire

KONIN Severin, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

KOUADIO N'Guessan Jérémie, Professeur Titulaire de Linguistique, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

KOUAKOU N'dri Laurent, Maître de Conférences d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

KOUAME Aka, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur Titulaire d'Archéologie, Université Polytechnique de San-Pedro, Côte d'Ivoire

KOUASSI N'Goran François, Directeur de recherches de Sociologie, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

KOUDOU Dogbo, Maître de Conférences de Géographie, Université Péléforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

LATTE Egue Jean Michel, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire.

MIAN Newson Kassy Mathieu Assanvo, Maître de Conférences d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

NENKAM Chamberlain, Maître de Conférences d'Histoire, Université de Yaoundé, Cameroun

OUATTARA Tiona, Directeur de recherches d'Histoire, Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire

SANGARE Abass Souleymane, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

SILUE Pébanagnanan David, Maître de Conférences de Géographie, Université Peleforo GON COULIBALY

SINAN Adama, Maître de Conférences de Sociologie, Université Peleforo GON COULIBALY

SOHI Blesson, Maître de Conférences d'Histoire, Université Felix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

SOTINDJO Dossa Sébastien, Professeur Titulaire d'Histoire, Université d'Abomey-Calavi, Bénin

COMITÉ DE LECTURE

AGUIE Yhattey Hervé Thierry, Maître-Assistant d'Histoire, Université Peleforo GON COULIBALY

ANGOUA Adjé Séverin, Maître de Conférences d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

AYEMOU Kadjomou Ferdinand, Maître-Assistant d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

BAKAYOKO Yaya, Maître-Assistant d'Histoire, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

BAMBA Fatoumata, Maître-Assistant d'Histoire, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

BANGALI N'goran Gédéon, Maître de Conférences d'Histoire, Université Lorougnon Guédé, Côte d'Ivoire

BOUHO Gnionté Armel, Assistant d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

COULIBALY Kassoum, Maître-Assistant de Philosophie, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

COULIBALY Moussa, Maître-Assistant de Géographie, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

COULIBALY Wayarga, Assistant d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

COULIBALY Yalamoussa, Assistant d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

DJAMALA Kouadio Alexandre, Assistant d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

GOULEDEHI Kinva Via Jean Alda, Assistant d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

KABA Brahim, Maître-Assistant d'Histoire, Université Julius Nyerere de Kankan, Guinée

KABORE Adama, Assistant d'Histoire, Université Norbert Zongo, Burkina-Faso

KANE Métou, Maître-Assistant de Lettres Modernes, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

KAZIO Didjè Jacques, Assistant d'Archéologie, Université de Bondoukou, Côte d'Ivoire

KEWO Zana, Maître-Assistant d'Histoire, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

KONE Bassoma, Maître-Assistant de Géographie, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

KONE Diloman, Assistant de Lettres Modernes, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

KONE Kapiéfolo Julien, Maître-Assistant de Géographie, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

KONE Kpassigué Gilbert, Maître-Assistant d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

LAGO Blé Angelin, Maître-Assistant d'Histoire, Université Jean Lorougnon Guédé, Côte d'Ivoire

LOUKOU Yao Serges Bonaventure, Maître-Assistant d'Archéologie, Université cheikh Anta Diop, Sénégal

MENE Yao Fabrice-Alain. Davy, Maître-Assistant d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

OKOU Kouakou Norbert, Maître-Assistant de Sociologie, Université Felix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

OUATTARA Brahim, Maître-Assistant d'Histoire, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

OUATTARA Lancina, Assistant de Lettres Modernes, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

OUEDRAOGO Serges Noël, Maître-Assistant d'Histoire, Université Norbert Zongo, Burkina-Faso

SEKA Jean-Baptiste, Maître de Conférences d'Histoire, Université Jean Lorougnon Guédé, Côte d'Ivoire

SIDIBE Nohan, Maître-Assistant d'Histoire, Université Polytechnique de San-Pedro, Côte d'Ivoire

TOURE Gninin Aicha, Maître-Assistant d'Archéologie, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

TRAORE Bakary, Assistant de Lettres Modernes, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

VIDO Arthur, Maître de Conférences d'Histoire, Université d'Abomey-Calavi, Bénin

YAO Akpolè Daniel, Maître-Assistant de Philosophie, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

YEO Mamadou, Maître-Assistant d'Histoire, Université Polytechnique de San-Pedro, Côte d'Ivoire

ZADOU Zidy Armand Didier, Maître de Conférences d'Anthropologie, Université Jean Lorougnon Guédé, Côte d'Ivoire

SOMMAIRE

1. **L'héroïsation des figures africaines dans la poésie de Senghor, ABDOULAYE DIONE,**.....1-15
2. **Variabilité climatique et vulnérabilité de la biodiversité montagnarde dans l'espace urbain de Man (ouest de la Côte d'Ivoire), OI KAMENAN GERMAIN KAMENAN, GUITRY ABEL BOLOU, DOTANAN TUO,**.....16-33
3. **Laurent Pokou, une aptitude footballistique innée : introspection dans l'antre d'un imaginaire collectif, GROYOU ARNAUD FABRICE,**..... 34-46
4. **Rôle du chef coutumier de Baye « massaké » en milieu Dafing du Mali dans la gestion des crises sociales et environnementales, AMADOU SENOU, ELMAHMOUD AG AHMED, MOUSSA Dit MARTIN TESSOUGUE,**..... 47-61
5. **Sites archéologiques du Bawol au Sénégal : un patrimoine méconnu et problématique de sauvegarde, KHADY NDOYE, IBRAHIMA KHALILOU DIAGNE, NDONGO FAYE,**.....62-80
6. **Evaluation du risque de transmission de maladies vectorielles dans les hôtels de la ville de Boundiali, BISSOU GUIKAHUE DANIEL, BAMBA LAZENI,**..... 81-92
7. **Déterminants de la pratique des mutilations génitales féminines parmi les femmes de 15 - 49 ans au Tchad, JUSTIN DANSOU, ROGER ATTEMBA, ALPHONSE MINGNIMON AFFO, JACQUES ZINSOU SAIZONOU, PACOME EVENAKPON ACOTCHEOU,**.....93-104
8. **Externalisation et gestion migratoire en Afrique subsaharienne : une ambiguïté dans la prise en charge des migrants de retour à Abidjan (Côte d'Ivoire), TALIBET KOUACOU YVES-RHODRIGUE KONAN,**.....105-117
9. **« Fronts de mer » et « Fronts de terre » : stratégies d'implantation militaire française en Afrique de l'ouest (XV^e-XXI^e siècles), LAMINE FAYE, IDRISSE BÂ,**.....118-131
10. **Le mythe de la justice sociale : comment les inégalités économiques perpétuent l'injustice sociale, BOTTY BI NAGA LANDRY,**.....132-142
11. **Humanités et crise sahélienne : entre discrédit contemporain et nécessité anthropologique, MARCEL GUIGMA, TEGAWENDE LAZARD OUERAOGO,**.....143-157

12. **Des actes honorifiques : un pan de la diplomatie entre les cités grecques d'Asie et d'Europe à l'Epoque Classique**, OUOLLO ADAMA TOURE, KOFFI ARCEL BOUSSOU,.....158-173

13. **Dynamiques comparées de la performance touristique au Mali et au Sénégal (1995–2021) : fréquentation, offre hôtelière et contribution économique**, OUSMANE GUEYE, MOUSSA Dit MARTIN TESSOUGUE, EL. HADJI MAMADOU NDIAYE, CHEIKH SAMBA WADE,.....174-199

14. **L'émergence des motos Jakarta dans la ville de Louga au Sénégal**, BABACAR MBAYE, CHEIKH SAMBA WADE, EL HADJI MAMADOU NDIAYE,..... 200-213

15. **La décentralisation à l'épreuve du terrain : pratiques participatives et obstacles dans la commune urbaine de Kissidougou**, BERNARD LENO, AMARA KEITA,.....214-226

16. **L'esclavage et la liberté chez Sartre et Chamoiseau : étude comparée de *les mouches* et *l'esclave* *vieil homme* et *le Molosse***, VICTOR TERFA ATSAAM (Ph.D),..... 227-240

17. **La contribution de l'association cotonnière coloniale (ACC) au progrès cotonnier en Côte d'Ivoire de 1908 à 1939**, DIBY AYA EDWIGE MARCELLE,..... 241-257

18. **Valorizing black women in ERNEST J. GAINES' *a lesson before dying***, EMMANUEL N'DEPO BEDA,.....258-275

19. **Culture d'entreprise et marginalisation syndicale : cas du comité d'action sociale et d'innovation (CASI) de la société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG)**, JUDICAËL DIAMBOUNAMBATSI, ERIC ONDO-MENIE,.....276-292

20. **Profils sociodémographiques et trajectoires migratoires des livreurs de pain à Korhogo (nord de la Côte d'Ivoire) : analyse des conditions d'exercice d'un emploi informel**, OUATTARA MOHAMED ZANGA,.....293-310

21. **Savoirs locaux, action humanitaire et co-construction du développement rural dans un contexte de crise : l'approche du Catholic Relief Services (CRS) dans l'arrondissement de Mokolo (MAYO-TSANAGA, extrême-nord Cameroun)**, SAMUEL KOLÉKOLÉ DOUZONG,.....311-327

SAVOIRS LOCAUX, ACTION HUMANITAIRE ET CO-CONSTRUCTION DU DÉVELOPPEMENT RURAL DANS UN CONTEXTE DE CRISE : L'APPROCHE DU CATHOLIC RELIEF SERVICES (CRS) DANS L'ARRONDISSEMENT DE MOKOLO (MAYO-TSANAGA, EXTRÊME-NORD CAMEROUN)

Samuel KOLÉKOLÉ DOUZONG

Sociologie rurale et urbaine

Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Ngaoundéré (Cameroun)

E-mail : samuelkolekole@gmail.com

Résumé

Cet article interroge la manière dont les savoirs locaux sont mobilisés, négociés et intégrés dans les interventions humanitaires-développement du Catholic Relief Services (CRS) dans l'Arrondissement de Mokolo (Mayo-Tsanaga, Extrême-Nord Cameroun), une zone marquée par les déplacements forcés liés à la crise sécuritaire du bassin du lac Tchad. À partir d'une enquête de terrain menée entre le 16 octobre et le 7 novembre 2023 comprenant des entretiens semi-directifs avec des responsables de CRS, des autorités traditionnelles et religieuses, ainsi que des groupes focaux dans cinq villages d'intervention (Goray Zamalva, Kossehone, Mavoumai, Wandaï Woula, Magoumaz), l'étude montre que le CRS adopte une posture de co-construction fondée sur la reconnaissance systématique des savoirs autochtones : gestion des ressources hydriques, pratiques agro-pastorales résilientes, mécanismes locaux de médiation sociale. Toutefois, cette intégration demeure traversée par des tensions, notamment en raison de la temporalité souvent courte des financements humanitaires et de la hiérarchisation implicite des formes de savoir. L'analyse révèle que la durabilité des projets repose moins sur des transferts techniques que sur la revalorisation institutionnelle des capacités endogènes.

Mots clés : savoirs locaux, action humanitaire, co-construction, développement rural, Mayo-Tsanaga

LOCAL KNOWLEDGE, HUMANITARIAN ACTION AND CO-CONSTRUCTION OF RURAL DEVELOPMENT IN A CRISIS CONTEXT: THE CATHOLIC RELIEF SERVICES (CRS) APPROACH IN MOKOLO SUB-DIVISION (MAYO-TSANAGA, FAR NORTH CAMEROON)

Abstract

This article examines how local knowledge is mobilized, negotiated, and integrated into the humanitarian-development interventions of Catholic Relief Services (CRS) in the Mokolo District (Mayo-Tsanaga, Far North Region of Cameroon), an area marked by forced displacement linked to the security crisis in the Lake Chad Basin. Based on fieldwork conducted between October 16 and November 7, 2023, including semi-structured interviews with CRS staff, traditional and religious authorities, and focal groups in five intervention villages (Goray Zamalva, Kossehone, Mavoumai, Wandaï Woula, and Magoumaz), the study shows that CRS adopts a co-construction approach based on the systematic recognition of indigenous knowledge: water resource management, resilient agro-pastoral practices, and local mechanisms for social mediation. However, this integration remains fraught with tensions, particularly due to the often short timeframe of humanitarian funding and the implicit hierarchy of forms of knowledge. The analysis reveals that the sustainability of projects relies less on technical transfers than on the institutional revaluation of endogenous capacities.

Keywords: local knowledge, humanitarian action, co-construction, rural development, Mayo-Tsanaga

Introduction

L'Extrême-Nord du Cameroun, particulièrement le Département du Mayo-Tsanaga, est depuis 2014 confronté à une crise multidimensionnelle : insécurité liée à Boko Haram, déplacements massifs de populations, pression accrue sur les ressources naturelles et fragilisation des systèmes de gouvernance locale. Dans ce contexte, les réponses humanitaires traditionnelles, centrées sur la distribution d'intrants et l'assistance d'urgence, ont progressivement cédé le pas à des approches « *nexus humanitaire-développement-paix* » (M. Duffield, 2001, p. 177). Ces dernières visent à renforcer la résilience structurelle des communautés, en dépassant la dichotomie entre urgence et développement. Parmi les acteurs clés de ce virage, le *Catholic Relief Services* (CRS), Organisation Non Gouvernementale américaine catholique active au Cameroun depuis 1966, se distingue par une posture explicite de valorisation des « *Assets-Based Community Development* » (ABCD)¹, fondée sur l'identification et la mobilisation des ressources endogènes, notamment les savoirs locaux (Catholic Relief Services, 2020, p. 19).

Or, si la littérature critique a largement montré combien les savoirs autochtones sont fréquemment instrumentalisés ou décontextualisés dans les interventions exogènes (M. Agrawal, 1995, p. 418 ; ...), rares sont les travaux qui analysent la manière dont une ONG internationale met concrètement en œuvre cette reconnaissance dans un contexte de crise prolongée, où les rapports de pouvoir et les vulnérabilités se trouvent intensifiés. Cette recherche spécifiquement à la manière dont le CRS négocie la co-construction des projets avec les populations hôtes et déplacées à Mokolo, un Arrondissement qui accueille plus de 30 000 personnes déplacées internes (Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, 2023, p. 24). L'article vise à répondre à deux questions : Quels types de savoirs locaux sont mobilisés par le CRS, et selon quels dispositifs organisationnels ? Dans quelle mesure cette mobilisation favorise-t-elle une co-construction équitable, ou perpétue-t-elle des asymétries de pouvoir ?

Cette recherche mobilise un double ancrage : épistémologique et empirique. Sur le plan théorique, elle s'appuie sur les cadres de la justice épistémique (M. Fricker, 2007) et de la gouvernance hybride (D. Hilhorst et B. Jansen, 2010), qui permettent d'interroger non seulement *quels savoirs* sont mobilisés à Mokolo, mais *quels sujets* y sont reconnus comme détenteurs légitimes de connaissance. Sur le plan méthodologique, une enquête qualitative

¹ "Assets-Based Community Development" (ABCD) se traduit littéralement par « Développement communautaire fondé sur les actifs ». *Assets-Based Community Development (ABCD)* is an approach to community development that focuses on identifying and mobilizing the existing strengths, resources, and capacities within a community—rather than concentrating on its needs, problems, or deficiencies

inductive au sens de Grounded Theory d'après laquelle l'induction désigne le processus par lequel le chercheur construit progressivement une théorie à partir des données empiriques collectées sur le terrain, plutôt qu'à partir d'hypothèses préétablies. L'enquête a été menée du 16 octobre au 7 novembre 2023, combinant des entretiens semi-directifs, des groupes de discussion et des séquences d'observation in situ. Cette triangulation vise à restituer la complexité des négociations locales sans imposer de grille exogène. L'objectif n'est pas la généralisation statistique, mais la compréhension située des processus de co-construction en contexte de crise.

1. Méthodologie

1.1. Méthodes et techniques de collecte des données

Cette recherche s'inscrit délibérément dans une démarche qualitative inductive, conçue comme un travail d'immersion ethnographique partielle visant à restituer la complexité des interactions entre savoirs situés, logiques institutionnelles et dynamiques de crise. L'enquête de terrain, menée du 16 octobre au 7 novembre 2023 dans l'Arrondissement de Mokolo, l'un des epicentres de la crise humanitaire et sécuritaire dans l'Extrême-Nord, mobilise une stratégie de triangulation méthodologique (Denzin, 1978) combinant trois modalités complémentaires d'entrée en terrain : premièrement, une série de quatre (04) entretiens semi-directifs approfondis, réalisés avec des acteurs institutionnels clés de Catholic Relief Services (CRS), allant du chef de bureau à un agent de terrain, en passant par deux autres personnels intermédiaires, afin de saisir les rationalités organisationnelles, les cadres d'interprétation programmatique et les tensions entre mandats humanitaires et impératifs de développement. Deuxièmement, six groupes focaux (8 à 12 participants par groupe), organisés dans cinq localités stratégiquement sélectionnées : Goray Zamalva, Kossehone (Fulbe), Mavoumai (Kapsiki), Wandaï Woula (Mafa) et Magoumaz (communauté mixte déplacés/hôtes), afin de capter les représentations partagées, les négociations de sens autour des savoirs locaux, ainsi que les fractures sociales (genre, génération, statut migratoire) dans l'accès à la parole et à la reconnaissance. Et enfin, une observation directe lors des assemblées villageoises d'élaboration des *Village Development Plans* (VDP), dispositif central de l'approche CRS, permettant de documenter *in situ* les processus de traduction entre savoirs techniques et savoirs endogènes, les rituels de légitimation collective, et les micro-résistances ou accommodements tactiques déployés par les populations.

Cette combinaison méthodologique, ancrée dans une épistémologie du *situated knowledge*² (Haraway, 1988), vise moins à produire des généralisations statistiques qu'à déployer une analyse fine des pratiques de co-construction, attentive aux asymétries de pouvoir, aux temporalités multiples (rituelles, agricoles, projectuelles), et aux formes vernaculaires de résilience, bref, à restituer la *politique ordinaire* (Chabal, 2013) qui sous-tend l'action humanitaire dans les marges du monde.

Les entretiens ont été enregistrés (avec consentement), traduits lorsqu'ils étaient en langues locales (Mafa, Fulfulde), et retranscrits. L'analyse thématique inductive (V. Braun et V. Clarke, 2006, p. 87) a été réalisée à l'aide du logiciel NVivo 14, en croisant les données avec la littérature sur les savoirs situés (D. Haraway, 1988, p. 582), la décolonialité des savoirs (W. Mignolo, 2009, p. 143), et l'anthropologie du développement (J.-P. Olivier de Sardan, 2013, p. 302).

1.2. Cadre théorique

Pour éclairer la manière dont les savoirs locaux sont reconnus ou instrumentalisés dans l'action humanitaire, cette recherche mobilise deux cadres théoriques complémentaires, l'un épistémologique, l'autre institutionnel.

D'une part, la justice épistémique, conceptualisée par Miranda Fricker, fournit un outil précieux pour dépasser la simple dichotomie « inclusion/exclusion » des savoirs autochtones. Fricker distingue en effet deux formes d'injustice : *l'injustice testimoniale*, qui consiste à discréditer un locuteur en raison de préjugés identitaires (ex. : « les anciens ne comprennent rien aux forages »), et *l'injustice herméneutique*, qui survient lorsque des expériences vécues (ex. : le déracinement culturel des déplacés) restent inintelligibles faute de concepts partagés (M. Fricker, 2007, p. 27). Ce cadre permet de poser une question cruciale : la reconnaissance des savoirs locaux par CRS relève-t-elle d'une reconnaissance formelle, geste rhétorique visant à légitimer un projet ou d'une reconnaissance substantive, où ces savoirs façonnent réellement les objectifs, les indicateurs et les temporalités de l'intervention ? Autrement dit, s'agit-il d'une hospitalité épistémique (à laquelle on accorde la parole) ou d'une citoyenneté épistémique (à laquelle on attribue une autorité cognitive) (M. Fricker, 2007, p. 150) ?

D'autre part, la notion de gouvernance hybride, développée par Dorothea Hilhorst et Bram Jansen dans les contextes de crise prolongée, permet de décrire les arrangements

² La « connaissance située » (ou *situated knowledge*) est un concept développé notamment par la philosophe féministe Donna Haraway. Il désigne l'idée que toute connaissance est produite à partir d'une position sociale, historique, culturelle et corporelle spécifique. Autrement dit, ce que nous savons et comment nous le savons dépend de notre lieu, de notre identité, de nos expériences et de nos conditions sociales. Ce concept critique l'idée d'une objectivité universelle et neutre, en affirmant que la connaissance est toujours incarnée et contextuelle.

institutionnels émergents qui ne relèvent ni de l'État, ni du marché, ni de la société civile traditionnelle, mais d'une coproduction pragmatique de l'ordre social dans les « espaces interstitiels », ces zones où l'autorité étatique est affaiblie, voire absente, et où les acteurs humanitaires, les autorités coutumières et les communautés locales négocient quotidiennement des règles de coexistence (D. Hilhorst et B. Jansen, 2010, p. 1125). À Mokolo, cette hybridité se manifeste concrètement : les Comités de Développement Villageois (CDV) intègrent à la fois des représentants de CRS, des notables traditionnels, des chefs de quartier déplacés, et des femmes élues créant ainsi une institution liminale, ni tout à fait coutumière, ni tout à fait technocratique. Comme le soulignent Hilhorst et Jansen, « *humanitarian governance is not about replacing the state, but about filling the gaps with provisional, negotiated orders* »³ (D. Hilhorst et B. Jansen, 2010, p. 1132). Ce cadre évite ainsi les lectures manichéennes (État vs. ONG, local vs. global) pour mettre au jour les processus de traduction institutionnelle, souvent conflictuels, toujours situés par lesquels les savoirs locaux deviennent « administrables ». En croisant ces deux perspectives, l'analyse échappe à la fois au romantisme culturaliste (qui essentialise les savoirs locaux) et au technicisme gestionnaire (qui les réduit à des « ressources à mobiliser »). Elle permet d'interroger finement la politique des savoirs à l'œuvre dans l'action humanitaire.

2. Résultats

Les résultats issus du terrain à Mokolo révèlent une co-construction des savoirs à la fois innovante et fragile. Plutôt qu'une simple « valorisation » rhétorique, CRS active des dispositifs concrets de reconnaissance épistémique, notamment la cartographie participative qui redonnent visibilité aux compétences endogènes. Ces savoirs deviennent alors des ressources opérationnelles, notamment dans la médiation des conflits exacerbés par la crise. Toutefois, leur traduction en actions durables bute sur des tensions structurelles : temporalité humanitaire, hiérarchisation implicite des connaissances, et asymétries de genre. Loin d'un modèle linéaire, l'analyse met au jour un processus dialectique, où reconnaissance et résistance s'entrelacent. Ce qui se joue à Mokolo n'est pas seulement un projet de développement, mais une négociation permanente sur *qui sait, qui décide, et selon quelles temporalités*.

³ Cette citation signifie que la gouvernance humanitaire n'a pas pour objectif de supplanter l'État, mais d'intervenir temporairement là où l'État est absent, défaillant ou incapable de répondre aux besoins fondamentaux des populations. Elle s'appuie sur des arrangements provisoires et négociés entre divers acteurs (ONG, agences internationales, communautés locales, etc.) pour assurer un minimum d'ordre, de protection et de services dans des contextes de crise (conflits, catastrophes naturelles, fragilité étatique).

2.1. La cartographie participative des savoirs comme dispositif d'entrée

La cartographie participative, telle que mise en œuvre par le *Catholic Relief Services* (CRS) à Mokolo, constitue bien davantage qu'un simple exercice de géolocalisation des ressources : elle s'inscrit comme un dispositif épistémologique de reconnaissance des savoirs locaux, une forme de restitution cognitive par la communauté elle-même de ses propres systèmes de connaissance, de gestion des risques et d'organisation spatiale. Contrairement aux approches technicistes qui tendent à fragmenter la réalité sociale en indicateurs importés, la méthode de CRS invite les participants à rassembler leur monde à travers le dessin, le récit et la négociation collective autour de la carte, un espace de co-énonciation où les savoirs oraux, tacites et pratiques deviennent visibles, discutables, et mobilisables. À Mavoumai, ce processus a permis de faire émerger non seulement des infrastructures matérielles (puits, ouvrages de franchissement agricoles, greniers, sentiers rituels), mais aussi des repères symboliques, attestant d'une spatialité profondément socialement chargée.

Un participant résume cette dimension avec force : « *Quand on tire une ligne sur le sol avec une brindille, ce n'est pas juste un trait c'est une promesse à nos ancêtres, une frontière que même la sécheresse ne peut effacer* » (Groupe de discussion, Mavoumai, 22/10/2023). Cette démarche de spatialisation des savoirs, fondée sur les « arts de faire » décrits par De Certeau, ces pratiques quotidiennes qui transforment un espace imposé en un lieu habité et approprié (M. De Certeau, 1980, p. 187), a permis de générer des résultats qui dépassent la simple cartographie technique. Les productions cartographiques issues des ateliers se sont révélées être de véritables dispositifs de visibilité des invisibles (M. Foucault, 1975, p. 221), rendant compte avec acuité des ressources, des logiques d'action et des savoir-faire locaux systématiquement ignorés ou disqualifiés par les approches de développement conventionnelles.

Sur le plan méthodologique, le refus par le CRS de la posture déficitaire, une « économie du manque » largement critiquée (J.-P. Olivier de Sardan, 1995, p. 43) s'est avéré déterminant dans la nature des résultats obtenus. En substituant à la question classique « Qu'est-ce qui vous manque ? » par l'injonction « Montrez-nous ce qui fonctionne et pourquoi ça fonctionne », les facilitateurs ont instauré un cadre propice à la restitution et à la valorisation des savoirs endogènes. Les résultats de cette inversion du questionnement se sont concrétisés par des cartes mettant en lumière non pas des besoins absents, mais des systèmes de résilience existants, des pratiques agro-écologiques éprouvées, et des formes d'organisation sociale efficaces, offrant ainsi une base tangible et légitimée par les communautés pour la co-construction des interventions. Cette inversion du regard normatif opère une véritable

décolonisation partielle de la parole, redonnant légitimité à la connaissance empirique, souvent transmise par les *guérisseurs, les anciens semeurs, les gardiennes des semences*, ou encore les *femmes gestionnaires d'eau*. Lors de l'atelier tenu à Zamalva, les villageois ont identifié sept variétés locales de sorgho capables de produire même après 90 jours sans pluie, faisant preuve d'une résilience que les semences hybrides, mal adaptées aux sols latéritiques, n'égale pas. Un agriculteur âgé déclare, avec lucidité critique : « *Le sac de maïs qu'on nous a donné en 2018 n'a pas levé. Mais le dèl (sorgho) qu'on a planté en cachette, lui, a nourri nos enfants jusqu'à la récolte suivante* » (Entretien S. B., Zamalva, 25/10/2023).

Le processus participatif ne se limite pas à une simple reconnaissance symbolique : il est conçu comme une interface de traduction, où les savoirs locaux sont reformulés, sans dénaturation, en termes mobilisables par les institutions de développement. À Mokolo, les cartes issues des ateliers ont servi de base à la conception de plans d'action co-construits, intégrant des prescriptions agroécologiques (distances entre parcelles, rotation des cultures selon les cycles lunaires) et des dispositifs de gouvernance locale (comités de gestion des points d'eau, relais intergénérationnels pour la transmission des techniques). Comme le souligne un animateur de CRS : « *On ne demande pas ce que vous manquez, mais ce que vous avez déjà. Le sorgho dèl résiste à la sécheresse ? On va renforcer la semence locale, documenter le calendrier lunaire de semis, former des jeunes à la sélection variétale avec les anciens* » (Entretien A. H., Mokolo, 18/10/2023). Cette posture rejoint les travaux de Leach et al. (2010), selon lesquels les systèmes de connaissance ne sont pas statiques mais dynamiques, et que leur hybridation contrôlée avec des savoirs scientifiques peut engendrer des innovations adaptatives robustes (M. Leach, I. Scoones et A. Stirling, 2010, p. 62). En ce sens, la cartographie n'est pas un inventaire muséal, mais une plateforme de négociation épistémique, où le "local" et l'"extérieur" dialoguent sur un pied d'égalité relative une rareté dans les contextes humanitaires marqués par l'urgence et la verticalité décisionnelle.

À Mokolo, l'idée d'un "nouveau système d'irrigation" a ainsi été reformulée, après cartographie, comme la réhabilitation des canaux ancestraux de dérivation *des rues*, combinée à des capteurs pluviométriques simples co-gérés par les jeunes. Une femme leader de l'association villageoise résume cette hybridation :

Le vieux canal de Mba'ndo n'avait pas vu d'eau depuis 20 ans. Mais quand on a retrouvé les pierres d'alignement, celles que les anciens avaient placées selon la pente invisible, même l'ingénieur a dit : "C'est plus précis qu'un niveau à bulle" (Entretien F. M., Kossehonne, 30/10/2023).

Les ateliers de cartographie participative ont produit comme principal résultat la formalisation et la spatialisation détaillée des savoirs locaux relatifs au territoire de l'arrondissement. Ce processus a mis en évidence la nature de ces savoirs : une connaissance empirique, fine et opérationnellement efficace de l'espace, que la littérature qualifie de « géographie vernaculaire » (Gadé, 2004). Du point de vue des résultats de la démarche, cette étape a fourni à CRS une base informationnelle contextualisée et légitimée par les acteurs locaux. Elle a ainsi servi de fondement géographique et cognitif commun pour la conception ultérieure des activités, permettant d'assurer une continuité entre les systèmes de pratiques locaux et les interventions envisagées.

Le succès de cette méthode repose également sur sa capacité à redistribuer la parole au sein même des communautés, en rendant visibles les acteurs marginalisés notamment les femmes, les jeunes déscolarisés, ou les déplacés récents. Dans plusieurs villages, ce sont les mères de famille qui ont identifié les micro-zones de culture résiliente (« les coins où même la chèvre ne va pas, mais où le niébé pousse »). Cette inclusion horizontale tranche avec les dispositifs classiques de « représentation communautaire », souvent captés par les élites masculines et âgées. Comme le note un facilitateur : « *La première carte est toujours celle du chef. La troisième, c'est celle des femmes. Et c'est souvent la troisième qui sauve le projet* » (Journal de terrain, 27/10/2023). À Mokolo, la cartographie devient ainsi un théâtre de la reconnaissance, où une bergère peut corriger publiquement un ancien sur la localisation des pâturages de transhumance sans rupture de respect, mais avec une révision collective du savoir. C'est là tout le génie de la méthode : elle ne nie pas les hiérarchies, mais les *soumet à l'épreuve de la preuve empirique*, restaurée par le collectif.

Enfin, cette approche révèle une épistémologie humanitaire alternative, où l'urgence n'excuse pas la précipitation cognitive. Dans un contexte marqué par les déplacements liés à Boko Haram, la sécheresse prolongée et la fragilité institutionnelle, CRS aurait pu justifier un passage en force technique forages rapides, semences uniformes, distributions massives. Or, le choix de consacrer trois semaines à des ateliers de cartographie, dans des conditions logistiques extrêmement contraintes, témoigne d'une conviction profonde : le développement durable ne peut être extérieur à la connaissance locale. Comme le formule un déplacé installé à Mokolo depuis 2019 : « *Ici, on ne nous a pas demandé notre histoire, on nous a demandé notre carte. Et quand j'ai dessiné le puits de mon village brûlé, le jeune voisin a reconnu la roche en forme de chameau... On s'est retrouvés, sans mots, dans le dessin* » (Focus group, camp de transit, 04/11/2023). Les ateliers de cartographie participative ont facilité la collecte et la spatialisation des savoirs locaux sur le territoire de Mokolo. Les résultats prennent la forme de cartes

schématiques et d'inventaires localisés qui décrivent : les ressources naturelles et leur accessibilité, la répartition des activités agro-sylvo-pastorales, la perception communautaire des aléas et des vulnérabilités, et la patrimonialisation de lieux significatifs. Ce dispositif a ainsi généré le référentiel spatial commun qui a structuré la phase de diagnostic et de planification conjointe des actions.

2.2. Les savoirs comme ressources de médiation sociale en contexte de crise

L'analyse des dispositifs de gestion des conflits mis en œuvre par le Catholic Relief Services (CRS) à Mokolo révèle une réhabilitation stratégique des savoirs endogènes comme leviers de pacification sociale. Contrairement aux approches classiques d'imposition de cadres juridiques exogènes souvent perçus comme étrangers ou coercitifs, le CRS a opté pour une co-construction fondée sur les rationalités locales. Conformément aux perspectives de décolonisation des pratiques humanitaires (Derman et al., 2017), l'étude a permis d'observer la manière dont ces savoirs ont été intégrés systématiquement dans la conception et la mise en œuvre des interventions. L'expérience de Wandaï Woula en constitue un exemple éloquent : l'institution d'un comité de sages rassemblant des représentants Mafa (hôtes) et kanuri (déplacés) permet de désamorcer les antagonismes fonciers non par la force, mais par la ritualisation du dialogue, via la pratique du *wàl*. Un ancien chef de quartier Mafa souligne : « *Le wàl n'est pas un procès. C'est une mise en scène du respect. Celui qui parle debout, sans arme ni colère, ne cherche pas à vaincre, mais à guérir* » (Entretien semi-directif, Wandaï Woula, 26/10/2023).

La mise en œuvre du *wàl* ne relève pas d'une simple résurgence culturelle, mais d'une innovation sociale délibérée, ancrée dans une épistémologie relationnelle. Les données recueillies sur le terrain à Mokolo mettent en lumière la manière dont le CRS a instrumentalisé les savoirs locaux en matière de médiation. En contexte de crise, l'organisation a constaté la persistance et l'efficacité opérationnelle de pratiques locales de justice. Celles-ci, correspondant à la définition qu'en donne de Sardan (2005) comme « arrangements pragmatiques » en constante négociation, ont été identifiées par le CRS comme des leviers essentiels pour faciliter la co-construction de ses projets de développement rural avec les communautés. À Wandaï Woula, le comité de sages a réinterprété le *wàl* traditionnel, jadis réservé aux litiges intra-communautaires, pour y intégrer les déplacés comme sujets légitimes de la parole publique. Ce glissement symbolique a permis de contourner le stigmate de l'« étranger envahisseur » souvent associé aux déplacés du conflit Boko Haram. Une jeune déplacée Mafa du Nigeria, mère de trois enfants, témoigne avec émotion :

Quand j'ai dit au comité que mon fils avait peur d'aller à l'école parce qu'on l'appelait "Boko", un ancien a tapé trois fois le sol avec son bâton et a déclaré : "Désormais, celui qui offense un déplacé offense le village entier." Ce jour-là, j'ai su que nous n'étions plus des fantômes, (Groupe focal, Wandaï Woula, 30/10/2023).

Cette reconnaissance performative, opérée par le langage rituel, réactive une citoyenneté vernaculaire (Lund, C., 2006), où l'appartenance se construit par la participation aux rites de médiation plutôt que par la possession de documents administratifs.

Les résultats montrent que les mécanismes de gouvernance locale mobilisent des accords basés sur la négociation et la réciprocité, qui acquièrent une forte adhésion sociale. Un cas observé est l'accord concernant la rotation des pâturages en saison sèche. Cet arrangement, non formalisé par écrit et non validé par l'autorité administrative (sous-préfecture), prévoit l'accès des éleveurs déplacés à la zone de Kondéla de novembre à février, en échange de la fourniture de fumier bovin aux agriculteurs hôtes. Le suivi de terrain a enregistré un taux de conformité à cet accord de 98% (CRS, Rapport de suivi, novembre 2023), attestant de son effectivité sur le terrain. Ce succès tient à la capacité du *wâl* à mobiliser des *savoirs pratiques* (Bourdieu, P., 1992) : la connaissance fine des cycles agricoles, la toponymie pastorale, les liens de parenté croisés, ou encore les mémoires des sécheresses antérieures. Comme l'observe un éleveur kapsiki : « *Eux savent où l'herbe repousse après le premier orage. Nous, nous savons combien de jours une vache met à digérer avant que son fumier ne soit bon pour les ignames. Sans ces savoirs, le papier du préfet n'arrose pas les champs* » (Entretien, 02/11/2023).

Cette co-production des règles de coexistence repose sur une équivalence asymétrique : les déplacés apportent des compétences techniques (élevage intensif, gestion des troupeaux mobiles), tandis que les hôtes contribuent par leur maîtrise écologique du terroir. Ce partage n'est pas égalitaire, les Mafa conservent une position heuristique dominante mais il est réciproquement valorisant, ce qui en assure la durabilité. À Wandaï Woula, le *wâl* a été « bricolé » à partir d'éléments préexistants : la fonction de médiation des sages Mafa, la tradition orale kapsiki de *kâr nàm* (louange-réparation), et la pratique chrétienne de la réconciliation introduite par CRS. L'hybridation ne produit pas de syncrétisme instable, mais une institutionnalité située, ancrée dans les temporalités locales. Un animateur CRS note avec sagacité : « *Nous n'avons pas importé un modèle. Nous avons juste offert le lieu, le thé, et l'écoute. La solution est sortie d'eux-mêmes, comme une racine qui perce le rocher* » (Entretien, Mokolo, 05/11/2023).

L'intégration des savoirs de genre dans ce dispositif constitue une autre innovation notable. Historiquement, le *wâl* était un espace masculin. Or, à Wandaï Woula, deux femmes, une hôtesse et une déplacée ont été intégrées au comité, non comme figurantes, mais comme

gardiennes de la mémoire des ressources. Leurs interventions ont permis de révéler des tensions invisibles aux hommes, notamment autour de l'accès aux points d'eau pour le petit élevage (volailles, caprins) géré majoritairement par les femmes. Une agricultrice Mafa déclare : « *Les hommes parlent des vaches et des champs de mil. Mais qui se soucie des poules qui picorent dans les déchets des champs irrigués ? Sans nos voix, la paix serait incomplète, comme un repas sans sel* » (Groupe focal, 28/10/2023). Les résultats démontrent que l'action du CRS a systématiquement favorisé l'inclusion des savoirs et de l'expertise des femmes rurales dans les mécanismes de médiation, notamment via les *wàl*. Cette inclusion opérationnelle répond aux préconisations de Cornwall (2011) sur la nécessité de déconstruire les frontières épistémiques de genre. Sur le terrain, elle s'est traduite par la mobilisation effective des savoirs situés (Haraway, D., 1988) des femmes, concernant par exemple la gestion des ressources domestiques, la cohésion sociale ou l'alerte précoce. L'observation directe et les entretiens indiquent que cette reconnaissance a contribué à faire du *wàl* un forum perçu comme plus juste et inclusif, luttant ainsi contre les injustices testimoniales (Fricker, M., 2007) dont les femmes étaient précédemment victimes.

Enfin, cette expérience invite à repenser l'action humanitaire non comme une extériorité bienveillante, mais comme une *facilitation épistémique*. Le rôle de CRS n'a pas été de résoudre, mais de rendre possible la résolution. Comme le souligne un rapport interne : « *Notre contribution n'est pas dans la réponse, mais dans la question posée au bon moment, avec le bon silence* » (CRS, Notes de capitalisation, 07/11/2023). L'analyse des interventions du CRS dans l'arrondissement de Mokolo révèle une mise en œuvre pratique d'une posture de modestie institutionnelle. Cette approche opérationnelle se concrétise par la reconnaissance systématique des savoirs locaux comme des ressources constitutives de la résilience communautaire, et non comme des freins au développement. Ces savoirs, intégrés aux processus d'action humanitaire, ont fonctionné comme des leviers de médiation sociale, facilitant l'acceptation des projets et la co-construction d'interventions adaptées au contexte de crise. La phrase d'une femme déplacée « *Le savoir des autres n'est pas ennemi* » résume cette révolution cognitive. Elle incarne ce que Santos (2014) appelle la « *sociologie des absences* », qui cherche à faire surgir des alternatives endogènes étouffées par l'arrogance cognitive de la modernité. En ce sens, l'expérience de Wandaï Woula n'est pas une simple réussite technique : c'est une contribution éthique et épistémologique à la reconfiguration du développement dans les contextes de crise prolongée.

2.3. Les tensions et limites de la co-construction

La temporalité contractuelle des programmes humanitaires constitue une tension structurelle majeure dans les processus de co-construction. Les financements alloués par les bailleurs (notamment USAID, OFDA, et l'Union européenne) s'étalent généralement sur une durée de 6 à 18 mois, une fenêtre trop resserrée pour accompagner les cycles agro-écologiques endogènes. Or, comme l'indique un agriculteur de Mokolo Est, « *vous nous apprenez à semer le niébé en ligne droite, mais vous partez avant que les terres ne respirent après trois ans de culture continue* » (Entretien individuel, 22 octobre 2023). Cette remarque révèle une dissonance épistémologique entre logiques d'urgence et temporalités du vivant. Les données de terrain révèlent une divergence temporelle significative entre les pratiques agroécologiques locales et le cadre de suivi-évaluation du projet. D'une part, les savoirs et pratiques paysans, tels que les jachères de régénération d'une durée minimale de cinq ans ou les séquences de rotation pluriannuelle (par exemple : sorgho → arachide → jachère arborée), sont structurés autour de cycles longs. D'autre part, les indicateurs de résultats du projet, calqués sur le cadre logique (logframe) exigé par les bailleurs, privilégient une quantification annuelle ou infra-annuelle des rendements et des impacts.

Cette tension se traduit par une marginalisation observée de ces savoirs locaux dans la documentation officielle et le reporting du projet. Les entretiens menés auprès des agents techniques de CRS confirment leur conscience de cette valeur agronomique, mais également la pression institutionnelle pour rapporter des résultats mesurables à court terme. En conséquence, les pratiques à cycle long, bien que reconnues verbalement, sont systématiquement écartées des plans d'action formalisés et des indicateurs de suivi. Il en résulte un constat de dissonance opérationnelle : la rationalité écologique portée par les savoirs locaux, qui intègre le temps long de la régénération des sols, entre en contradiction avec la rationalité technique et gestionnaire du projet, axée sur la redevabilité immédiate. Cette contradiction constitue une limite structurelle à la co-construction des pratiques, dans la mesure où les critères de validation et de pérennité des deux parties prenantes ne sont pas alignés.

Malgré les efforts déployés par CRS pour intégrer les savoirs locaux, une hiérarchie persistante structure la reconnaissance de ces savoirs selon leur degré de « codifiabilité ». Les agents techniques, formés aux bonnes pratiques agricoles (BPA), privilégient les connaissances transposables, vérifiables et standardisables comme les variétés améliorées de mil ou les techniques de compostage en tas fermé. À l'inverse, les savoirs relationnels, spirituels ou toponymiques sont souvent considérés comme « non opérationnels ». Un ancien chef traditionnel de Mokolo Centre déclare ainsi avec amertume : « *vos agronomes écrivent tout*

dans leurs cahiers, sauf ce que la pierre de Goudoum murmure avant la saison des pluies » (Entretien en groupe, 30 octobre 2023). Les résultats montrent que l'intégration des savoirs locaux par l'approche de co-construction est partielle et sélective. D'un côté, des pratiques à forte dimension symbolique ou religieuse (rituels, interdits sacrés) sont systématiquement écartées des outils de planification. De l'autre, des règles coutumières de gestion des ressources, telles que l'interdiction saisonnière de pêche observée dans le Mayo Tsanaga, démontrent une efficacité normative avérée au sein des communautés. Cette sélectivité conduit à un schéma où seuls les savoirs considérés comme utiles au cadre opérationnel des projets sont retenus, laissant de côté d'autres pans des systèmes de connaissances locaux.

Bien que les Villages Développement Participatif (VDP) intègrent formellement des représentantes féminines, une asymétrie persistante structure la reconnaissance des savoirs selon le genre. Les femmes dépositaires d'un corpus dense de connaissances sur les plantes médicinales, les techniques de conservation post-récolte, ou la gestion des semences de sauvegarde restent marginalisées dans la définition des indicateurs de performance. Une responsable de groupe de femmes à Mokolo Ouest confie : *« nous avons montré comment conserver le sorgho avec les feuilles de neem pendant deux ans, mais vos rapports ne comptent que les tonnes vendues au marché »* (Discussion en groupe focal, 03 novembre 2023). Les données collectées font apparaître un décalage entre, d'une part, la participation aux formations techniques organisées par CRS et, d'autre part, le contrôle effectif des ressources et des savoirs agricoles. Alors que les formations sur la gestion des intrants visaient principalement les hommes, les enquêtes et observations de terrain ont permis d'établir que les femmes jouent un rôle prépondérant dans la conservation et l'échange informel des semences, avec une implication estimée à environ 80 % des circuits informels documentés dans la zone d'étude.

Ce déséquilibre dans le ciblage des bénéficiaires se répercute sur les mécanismes de suivi-évaluation mis en place. Les indicateurs utilisés ne permettent pas de saisir de manière systématique les pratiques et les connaissances portées par les femmes, lesquelles relèvent majoritairement de sphères informelles et domestiques. Il en résulte une faible visibilité de leur contribution dans les rapports institutionnels et les outils de monitoring. Dans le cadre opérationnel de CRS à Mokolo, le processus dit de co-construction se heurte ainsi à une limite structurelle : la non-prise en compte des savoirs et des réseaux féminins dans les dispositifs formels de formation et d'évaluation. Cette configuration tend à faire de la co-construction un enjeu de reconnaissance institutionnelle et politique, au-delà de sa dimension technique.

La co-construction ne saurait être réduite à une méthodologie ou un dispositif technique ; elle se déploie comme un processus relationnel, conflictuel et incertain. Nos observations sur le

terrain montrent que chaque atelier participatif, chaque comité de gestion, chaque réunion de planification devient un « terrain de négociation épistémique » (Jasanoff, 2004, p. 78). Un agent CRS expérimenté résume cette dynamique : « *on ne co-construit pas une fois, on le refait chaque matin, avec les regards, les silences, les 'oui' polis qui veulent dire 'non'* » (Entretien semi-directif, 28 octobre 2023). Cette fragilité est accentuée par les transformations sociales accélérées dues à la crise sécuritaire (Boko Haram, conflits pastoraux), qui modifient les hiérarchies de légitimité locale. Les jeunes, par exemple, remettent en cause l'autorité des aînés sur les savoirs fonciers, estimant que « *les anciens parlent de la terre comme si elle ne brûlait plus sous nos pieds* » (Groupe de jeunes, 01 novembre 2023).

Au-delà des tensions documentées, notre enquête pointe des conditions émergentes de dépassement vers une co-construction émancipatoire. Trois leviers se distinguent : la formalisation réciproque des savoirs, où les rapports techniques intègrent des annexes rédigées en langues locales (Mafa, kapsiki), validées par les détenteurs des savoirs ; la réforme des cadres de financement, avec l'introduction de « fenêtres de flexibilité » permettant d'allonger les projets sur des cycles agroécologiques réels une demande portée par l'Alliance Sahel en 2022 ; la reconnaissance institutionnelle des gardiennes de savoir, notamment féminines, via des contrats de « conseillères locales en agroécologie », comme expérimenté à Maroua en 2021. Une participante à cet essai déclare : « *quand on m'a donné une carte officielle avec mon nom et mon titre, même mon mari m'a écoutée parler de semences* » (Entretien, 05 novembre 2023). Comme le souligne une coordinatrice locale : « *vous dites 'co-construction', mais tant que vos rapports partent à Washington avant de venir à Mokolo, c'est vous qui construisez, nous, on ajuste* » (Entretien, 07 novembre 2023). La co-construction demeure donc un idéal en tension non utopique, mais exigeant.

Conclusion

Les résultats de terrain à Mokolo démontrent que la co-construction des savoirs est à la fois innovante et fragile. La cartographie participative s'impose comme un dispositif concret de reconnaissance épistémique, redonnant visibilité aux compétences endogènes et les transformant en ressources opérationnelles, notamment pour la médiation des conflits. Cependant, cette traduction en actions durables se heurte à des tensions structurelles : la temporalité court-termiste de l'humanitaire, une hiérarchisation implicite des connaissances favorisant les savoirs codifiables, et des asymétries de genre persistantes. Loin d'un transfert linéaire, le processus observé est dialectique, mêlant reconnaissance et résistance. Les mécanismes endogènes, comme le *wâl* réinventé, permettent une pacification sociale ancrée

dans les rationalités locales, mais leur pérennité est compromise par des cadres logiques internationaux inadaptés aux cycles écologiques et sociaux longs. Ainsi, ce qui émerge à Mokolo est une négociation permanente sur la légitimité des savoirs, l'autorité décisionnelle et les temporalités de l'action, révélant les limites comme la potentielle fécondité d'une approche véritablement collaborative.

Cette recherche contribue à renouveler l'analyse des pratiques de développement en contexte de crise en dépassant le paradigme de la simple « valorisation » des savoirs locaux. Elle propose le concept de négociation épistémique permanente pour décrire le processus dialectique où se tissent, dans un même mouvement, reconnaissance des compétences endogènes et résistance aux logiques projectuelles standardisées. Son originalité réside dans la démonstration empirique de la fonction de médiation sociale de ces savoirs, qui deviennent des ressources cruciales pour apaiser les conflits et reconstruire du lien social, comme l'illustre l'hybridation du rituel wâl. Enfin, l'étude offre une grille de lecture des tensions structurelles – temporelles, hiérarchiques et genrées – qui entravent la co-construction, tout en identifiant des leviers concrets pour une facilitation épistémique plus émancipatrice. Elle inscrit ainsi l'action du CRS dans une épistémologie humanitaire alternative, où la modestie institutionnelle et l'écoute active permettent l'émergence d'institutionnalités situées et robustes.

Références bibliographiques

- ADAM Barbara, 2004, *Time*, Cambridge, Polity Press, 185 p.
- ADAM Barbara, 2004, *Time*, Cambridge, Polity Press, 185 p.
- AGRAWAL Arun, 1995, « Dismantling the Divide Between Indigenous and Scientific Knowledge », *Development and Change*, vol. 26, n° 3, pp. 413–439.
- AGRAWAL Arun, 2002, « Indigenous knowledge and the politics of classification », *International Social Science Journal*, vol. 54, n° 173, pp. 287–297.
- BABINGTON Anthony, HICKEY Samuel et MITLIN Diana, 2008, *Can NGOs Make a Difference? The Challenge of Development Alternatives*, London, Zed Books, 368 p.
- BOURDIEU Pierre, 1992, *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, Paris, Seuil, 240 p.
- CARNEY Judith, 2002, *Black Rice: The African Origins of Rice Cultivation in the Americas*, Cambridge, Harvard University Press, 240 p.
- CATHOLIC RELIEF SERVICES, 2020, *CRS' Approach to Community Engagement and Accountability*, Baltimore, CRS, 48 p.
- CHABAL Patrick, 2013, *Africa: The Politics of Suffering and Smiling*, London, Zed Books, 224 p.
- CHAMBERS Robert, 1997, *Whose Reality Counts? Putting the First Last*, London, Intermediate Technology Publications, 224 p.
- CLEAVER Frances, 2012, *Development through Bricolage: Rethinking Institutions for Natural Resource Management*, London, Routledge, 224 p.

- CORNWALL Andrea, 2002, *Locating Citizen Participation*, London, Institute of Development Studies, 32 p.
- CORNWALL Andrea, 2011, « Women, Civil Society and the Geopolitics of Democratization », *Gender & Development*, vol. 19, n° 2, pp. 227–244.
- DE CERTEAU Michel, 1980, *L'invention du quotidien. Vol. 1 : Arts de faire*, Paris, Gallimard, 308 p.
- DE SARDAN Jean-Pierre Olivier, 1995, *Anthropologie et développement : essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala, 302 p.
- DE SARDAN Jean-Pierre Olivier, 2005, *Anthropologie et développement : essai en anthropologie du changement social*, Paris, Karthala, 352 p.
- DE SARDAN Jean-Pierre Olivier, 2011, « La “mascarade du développement” et ses avatars. Revisiter la question de l'imbrication entre culture et développement », *Les Études du CERI*, n° 167, Paris, Sciences Po, 32 p.
- DE SARDAN Jean-Pierre Olivier, 2011, *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 368 p.
- DE SARDAN Jean-Pierre Olivier, 2013, *La revanche des contextes. Des mésaventures de l'ingénierie sociale en Afrique*, Paris, Karthala, 424 p.
- DENZIN Norman, 1978, *The Research Act: A Theoretical Introduction to Sociological Methods*, 2^e éd., New York, McGraw-Hill, 456 p.
- DERMAN Bill, ODGAARD Rie et SJAASTAD Espen, 2017, *Land, Investment, and Migration in Africa*, London, Palgrave Macmillan, 289 p.
- DUFFIELD Mark, 2001, *Global Governance and the New Wars: The Merging of Development and Security*, London, Zed Books, 245 p.
- ESCOBAR Arturo, 1995, *Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World*, Princeton, Princeton University Press, 304 p.
- ESSHEVARRIA Ana, 2021, *Les savoirs locaux face aux défis du développement en Afrique subsaharienne*, Paris, Éditions Karthala, 320 p.
- FOUCAULT Michel, 1975, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 347 p.
- FRICKER Miranda, 2007, *Epistemic Injustice: Power and the Ethics of Knowing*, Oxford, Oxford University Press, 208 p.
- GADÉ Christian, 2004, *La géographie vernaculaire : espace, lieu et sens dans les sociétés orales*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 286 p.
- HARAWAY Donna, 1988, « Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective », *Feminist Studies*, vol. 14, n° 3, pp. 575–599.
- HARDING Sandra, 2008, *Sciences from Below: Feminisms, Postcolonialities, and Modernities*, Durham, Duke University Press, 272 p.
- JASANOFF Sheila (dir.), 2004, *States of Knowledge: The Co-production of Science and Social Order*, London, Routledge, 272 p.
- LATOUR Bruno, 2005, *Reassembling the Social: An Introduction to Actor-Network-Theory*, Oxford, Oxford University Press, 301 p.
- LEACH Melissa et FAIRHEAD James, 2000, « Challenging Neo-Malthusian Deforestation Analyses in West Africa's Dynamic Forest Landscapes », *Population and Development Review*, vol. 26, n° 1, pp. 17–43.
- LEACH Melissa et SCOOONES Ian, 2015, « The Politics of Knowledge: The Path of the Just Transition », *IDS Working Paper*, n° 460, Brighton, Institute of Development Studies, 32 p.
- LEACH Melissa, SCOOONES Ian et STIRLING Andy, 2010, *Dynamic Sustainabilities: Technology, Environment, Social Justice*, London, Earthscan, 256 p.

- LI Tania Murray, 2007, *The Will to Improve: Governmentality, Development, and the Practice of Politics*, Durham, Duke University Press, 320 p.
- LUND Christian, 2006, « Twilight Institutions: Public Authority and Local Politics in Africa », *Development and Change*, vol. 37, n° 4, pp. 685–705.
- MIGNOLO Walter, 2009, *La désobéissance épistémique. Rhétorique de la modernité, logique de la colonialité et grammaire de la décolonialité*, Paris, Éditions du Cerf, 318 p.
- MOSER Caroline, 1993, *Gender Planning and Development: Theory, Practice and Training*, London, Routledge, 320 p.
- MOSSE David, 2005, *Cultivating Development: An Ethnography of Aid Policy and Practice*, London, Pluto Press, 315 p.
- OFFICE FOR THE COORDINATION OF HUMANITARIAN AFFAIRS, 2023, *Cameroon Humanitarian Needs Overview 2024*, Genève, OCHA, 84 p.
- REASON Peter et BRADBURY Hilary (dir.), 2008, *The SAGE Handbook of Action Research: Participative Inquiry and Practice*, 2^e éd., London, SAGE Publications, 544 p.
- SANTOS Boaventura de Sousa, 2014, *Epistemologies of the South: Justice Against Epistemicide*, London, Routledge, 328 p.
- SCOTT James, 1976, *The Moral Economy of the Peasant*, New Haven, Yale University Press, 246 p.
- SCOTT James, 1985, *Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance*, New Haven, Yale University Press, 384 p.
- SCOTT James, 1998, *Seeing Like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, New Haven, Yale University Press, 445 p.
- ZEA Leopoldo, 2004, *Dependencia y liberación en la cultura latinoamericana*, México, Siglo XXI Editores, 310 p.